



**Missions Réseaux et Infrastructures
Service Technique Territorial**

UTCD DE MOLSHEIM

**8, rue Jacques Coulaux
CS 83067
67123 MOLSHEIM-Cedex**

**Numéro de dossier : MO-0435-19-189-AM-155 bis
(33-2019)**

**ARRETE DE VOIRIE PORTANT
PERMISSION DE VOIRIE**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

vu la demande en date du 03/05/2019 transmise par BEREST, maître d'œuvre, par laquelle la Communauté de Communes de la Porte de Rosheim demeurant 84, Place de la République 67560 ROSHEIM représentée par M. Michel HERR, Président de la Communauté de Communes demande L'AUTORISATION POUR LA REALISATION DE TRAVAUX SUR LE DOMAINE PUBLIC D35 (OTTROTT) du PR 27+950 au PR 28+090 situé hors agglomération,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
Vu le code de la route,
Vu le code de la voirie routière,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
vu les arrêtés de délégation de signature n°DAJ-2017-362 du 09 août 2017 et n° DAJ-2018-388 du 5 mars 2018,
Vu la validation du projet en date du 07/05/2019 par le Service Entretien des Routes,
Vu l'avis favorable du maire de la commune d'Ottrott,
Vu l'état des lieux,

ARRETE

Article 1 – Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande :

**Travaux d'aménagement de voirie dans le cadre
de la création d'une voie verte entre Rosheim et St Nabor
au droit du carrefour avec la route départementale 35**

à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

Article 2 - Prescriptions techniques particulières

L'ensemble de prescriptions contenues dans le présent arrêté devront être impérativement communiquées aux entreprises chargée des travaux.

L'ensemble des travaux sera réalisé conformément aux pièces énumérées ci-dessous, constituant le dossier d'exécution et jointes en annexe à la permission de voirie:

- l'entreprise désignée pour l'exécution des travaux est responsable pour tout ce qui concerne la signalisation d'approche et de chantier,
- les accès des riverains devront être maintenus,
- une attention particulière est demandée pour le remblaiement des tranchées (qualité des matériaux, compactage, vérification et contrôles,...) et la remise en état des structures de chaussées à l'identique,
- l'entreprise désignée pour l'exécution des travaux aura la charge de maintenir les routes départementales dans un bon état de propreté (pas de boue sur la chaussée). Les éventuelles chaussées qui ont été souillées seront signalées aux autres usagers de la route et immédiatement nettoyées,
- l'aménagement sera réalisé conformément au plan Pro du 03/05//2019 indice C1. Un aménagement comportant des îlots ralentisseurs centrés en axe de chaussée aurait été souhaitable,
- les triangles de visibilité cohérents avec le régime de priorité indiqué sur le plan, devront être maintenus dégagés de manière pérenne,
- la mise en place des barrières devra être accompagnée d'une présignalisation de danger (panneau A14) avec panonceau M9c (barrière à 50m) et par un marquage de part et d'autre renforçant leur présence. Il convient de maintenir une distance de 15m entre la chaussée de la RD et la position de la demi-barrière,
- prévoir la dépose des rails dans l'emprise de la route départementale et de l'ancienne signalisation ferroviaire,
- prolonger le fossé existant côté Ouest jusqu'à la buse 400mm projetée en créant un accotement identique au minimum à celui existant le long de la route départementale ou prolonger la buse 400mm projetée jusqu'au fossé existant côté Ouest,
- les enrobés des structures neuves seront ancrés dans les enrobés existants par couche et devront être remis en état à l'identique et réalisés d'un seul tenant (sans joint longitudinal),
- les bordures auront une vue de 2cm au droit du passage piéton et à 0cm au droit de la traversée cycliste et seront abaissées sur 3m aux extrémités (4x),
- toute découpe d'enrobés se fera à la scie à disque,
- les joints seront traités à l'émulsion de bitume et gravillonnés,
- Signalisation horizontale : pas de logos vélo ni de pointillés en traversée de chaussée (voie verte non prioritaire et risque de sentiment de priorité des cyclistes). Prévoir les marquages de Stop et les pavés podotactiles de largeur 60cm,
- Signalisation verticale : les panneaux de police seront de classe 2 et de gamme normale le long de la route départementale,
- aucun dépôt de matériaux ne sera autorisé sur le domaine public ou ses dépendances pendant et après les travaux,
- aucune eau ne devra stagner sur la chaussée pendant et après les travaux,

- l'entretien fera l'objet d'une convention ultérieure.

Toutes les mesures d'exploitation impactant la RD35 hors agglomération feront l'objet d'un dossier à transmettre, 1 mois avant travaux, pour instruction à l'Unité Technique de Molsheim avant mise en place. Un arrêté de police conjoint (PCD + Maires) sera nécessaire pour les mesures de police permanentes (régime de priorité notamment),

Toute modification même mineure du plan de signalisation ou des principes de gestion et de restriction de circulation du trafic devront être validés par le gestionnaire préalablement à toute exécution.

Article 3 - Mode d'exploitation

Toute modification même mineure du plan de signalisation ou des principes de gestion et de restriction de circulation du trafic devra être validée par le gestionnaire préalablement à toute exécution :

- Alternat par feux en agglomération et hors agglomération

Le mode d'exploitation retenu pour le chantier, avec restriction de circulation par alternat gérée par feux devra être conforme au schéma 4-06 (ou CF24 hors agglomération) du Manuel du Chef de Chantier signalisation temporaire voirie urbaine volume 3.

En cas de coupure de route :

Le mode d'exploitation retenu pour le chantier, avec coupure de circulation, devra être conforme au schéma DC-61 à DC-66 (selon le type de déviation) du Manuel du Chef de Chantier signalisation temporaire routes bidirectionnelles volume 1.

- Au minimum 15 jours avant le début des travaux, le pétitionnaire fournira à l'UTCD de MOLSHEIM les dates et plans de la déviation pour établir le feuillet d'exploitation (FEX) et l'arrêté de circulation,

- La pose de la signalisation de déviation et son entretien sera à la charge du pétitionnaire sous contrôle de l'UTCD de Molsheim

Article 4 - Sécurité et signalisation de chantier

Un arrêté de circulation temporaire fixera les modifications des règles de circulation liées au chantier.

La signalisation du chantier devra être conforme à cet arrêté de police pris dans le cadre de la présente autorisation en application des dispositions du Code de la Route et de l'arrêté interministériel du 06/06/1977 et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière prise pour son application.

La demande d'établissement de cet arrêté doit être faite par le pétitionnaire et préalablement à toute intervention sur le domaine public auprès du gestionnaire de la voie si les travaux se situent hors agglomération ou auprès de la Mairie de la Commune concernée si les travaux se situent en agglomération.

Tous les panneaux utilisés seront de classe 2.

Le contrôle et la maintenance de la signalisation sont à la charge du pétitionnaire ou de l'entreprise chargée des travaux.

Les panneaux de signalisation mis en place pour les besoins du chantier devront être solidement attachés.

Les supports mobiles devront être lestés à leur base par une masse constituée de matériaux non agressifs, par rapport à la sécurité routière, et de préférence avec des sacs de sable.

L'ensemble des personnes intervenant sur le chantier devra porter un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la norme EN471, de classe 3 ou 2,

Tous les véhicules de chantier qu'ils se trouvent ou non protégés par un balisage devront porter les équipements de visualisation réglementaire (bandes de marquage et gyrophares, ou feux à éclat),

En cas de litige, l'entreprise responsable de la signalisation et du balisage du chantier devra pouvoir apporter la preuve des éléments de signalisation mis en place ainsi que de leur positionnement exact (plan + marquage au sol + photos),

En cas de défaut de signalisation pouvant entraîner des risques pour l'usager de la route, et après mise en demeure verbale d'intervenir dans l'urgence restée sans réponse, le bénéficiaire s'expose à l'une des deux sanctions suivantes :

- a) mise en place de la signalisation par les services du Conseil Départemental ou un tiers avec facturation au bénéficiaire chargé des travaux,
- b) retrait de l'autorisation d'intervenir sur le Domaine Public Routier dans le cadre du chantier concerné.

Article 5 - Implantation ouverture de chantier

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 35 jour(s).

Les Maires des communes concernées et l'UNITE TECHNIQUE territorialement compétente devront être prévenus de la date d'intervention au moins 10 jours avant le début des travaux.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

L'ouverture de chantier est fixée au 13/05/2019.

Article 6 – Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 - Validité - Renouvellement de l'arrêté - Remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation.

Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à MOLSHEIM, le 09/05/2019

Le Président du Conseil Départemental
Pour le Président et par délégation
le Chef de Service Adjoint



Hervé DESMONS

Affaire suivie par : André KOCHER
Tél. 03 68 33 81 52
Fax. 03 88 38 09 89
andre.kocher@bas-rhin.fr

P.J : Annexe 1

DIFFUSION(S) :

Pour attribution : Le bénéficiaire

Pour information :

- le maire de la commune d'OTTROTT
- le maître d'œuvre BEREST,
- l'UTCD de MOLSHEIM

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de l'Unité Technique du Conseil Départemental ci-dessus désignée.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.



**Missions Réseaux et Infrastructures
Service Technique Territorial**

UTCD DE MOLSHEIM
8, rue Jacques Coulaux
CS 83067
67123 MOLSHEIM-Cedex

AVIS DE FIN DE TRAVAUX

PETITIONNAIRE : Communauté de Communes de la Porte de Rosheim demeurant 84
Place de la République 67560 ROSHEIM représentée par M. Michel HERR, Président de la
Communauté de Communes

LIEU DES TRAVAUX : OTTROT

N° d'ordre : MO-0435-19-189-AM-155bis (33-2019)

Route Départementale D35 (OTTROT) du PR 27+950 au PR 28+090,

Nature des travaux : Travaux d'aménagement de voirie dans le cadre
de la création d'une voie verte entre Rosheim et St Nabor
au droit du carrefour avec la route départementale 35

AVIS DE FERMETURE DE CHANTIER

FIN DES TRAVAUX LE :

A renvoyer à : UTCD de Molsheim

...

Fait à:

Le:.....

Signature:.....